

REPUBLIQUE FRANCAISE

* * * * *

PREFECTURE DE LOIR ET CHER

DIRECTION DES SERVICES VETERINAIRES

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement.

Arrêté autorisant Madame Yvette GONET et Monsieur Philippe GONET à exploiter un élevage de volailles à «Courgenard» commune de Savigny sur Braye.

LE PREFET de LOIR ET CHER,

Vu la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 modifié constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en vertu de l'article 44 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 ;

Vu le décret n° 95.79 du 23 janvier 1995 relatif à l'insonorisation des engins de chantier ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 juin 1994 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) de gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'environnement ;

Vu le récépissé de déclaration en date du 15 avril 1965 délivré à Monsieur Claude GONET ;

Vu le récépissé de déclaration en date du 17 avril 1967 délivré à Monsieur Claude GONET ;

Vu le récépissé de déclaration en date du 26 avril 1972 délivré à Monsieur Claude GONET ;

Vu le récépissé de déclaration en date du 2 février 1977 délivré à Monsieur Claude GONET ;

Vu la demande formulée le 11 mars 1997 par Madame Yvette GONET et Monsieur Philippe GONET en vue de régulariser l'exploitation d'un élevage de volailles au lieu-dit « Courgenard » à Savigny Sur Bray ;

Vu les plans et autres pièces réglementaires annexés à ladite demande ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 6 février 1998 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène en sa séance du 17 février 1998 ;

Considérant que le projet d'arrêté statuant sur sa demande a été notifié à Madame Yvette GONET et Monsieur Philippe GONET et que ceux-ci n'ont présenté aucune observation dans le délai de quinze jours qui leur était imparti ;

Sur la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Loir et Cher

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} – Madame Yvette GONET et Monsieur Philippe GONET sont autorisés à exploiter, conjointement et solidairement, un élevage de volailles de 90 000 animaux-équivalents de plus d'un mois en présence simultanée sis au lieu-dit « Courgenard » commune de Savigny Sur Bray dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Eu égard à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, cette installation relève des rubriques suivantes :

Rubrique	Désignation de l'activité	Classement	Volume d'activité
2111-1	Elevage de volailles de plus de 20 000 animaux-équivalents	Autorisation	90 000 animaux-équivalent
211-b-1	Dépôt de gaz liquéfiés dont la capacité nominale est supérieure à 10 m ³ et inférieure à 120 m ³	Déclaration	15 m ³

CHAPITRE I

Implantation

ARTICLE 2 – Au sens du présent arrêté, on entend par :

- habitation : un local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes (logement, pavillon, hôtel, etc...) ;

- local habituellement occupé par des tiers : un local destiné à être utilisé couramment par des personnes autres que l'exploitant (établissement recevant du public, bureau, magasin, atelier, etc...).

ARTICLE 3 – Les cinq bâtiments d'élevage et les installations de stockage des déjections sont implantés :

- à au moins 100 mètres des habitations des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- à au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des berges des cours d'eau ;
- à au moins 500 mètres des piscicultures.

Les bâtiments d'élevage sont séparés les uns des autres par une distance d'au moins 10 mètres.

CHAPITRE II

Règle d'aménagement

ARTICLE 4 – Les murs et les cloisons des bâtiments sont imperméables, maintenus en parfait état d'étanchéité, sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

ARTICLE 5 – Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation qui est équipée d'un dispositif anti-retour, réglementaire, de type contrôlable.

ARTICLE 6 – Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien du bâtiment et des annexes et du matériel d'élevage, susceptibles de ruisseler sur une aire bétonnée, sont collectées par un réseau d'égout étanche et dirigées soit vers les installations de stockage des eaux résiduaires, soit vers un réseau collectif.

ARTICLE 7 – Les eaux pluviales non polluées ne sont pas mélangées aux eaux résiduaires et aux effluents d'élevage et sont évacuées vers le milieu naturel.

ARTICLE 8 – Le stockage des fumiers comportant plus de 65 % de matière sèche est effectué sur le sol. Les tas de fumier sont bâchés et situés à plus de 100 m des habitations. Un même emplacement ne sera pas utilisé deux années consécutives.

ARTICLE 9 – Les aliments destinés à la nourriture des volailles sont entreposés dans un local clos réservé à cet usage ou en silo.

CHAPITRE III

Règles d'exploitation

ARTICLE 10 – Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'émergence par les dispositions suivantes. Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

- pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier T	Emergence maximale admissible en db (A)
T < 20 min	10
20 min < T < 45 min	9
45 min < T < 2 H	7
2 H < T < 4 H	6
T > 4 H	5

- pour la période allant de 22 heures à 6 heures :

Emergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit seront appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur. Les engins de chantier répondent notamment aux dispositions du décret du 23 janvier 1995 susvisé.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique gênant pour le voisinage tel que sirènes, avertisseurs ou haut-parleurs est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 11 – Les bâtiments sont convenablement ventilés.

Toutes les mesures efficaces, notamment l'épandage de superphosphate ou de tout autre produit approprié sont prises pour limiter les émissions d'odeurs.

ARTICLE 12 – Les fumiers sont traités par épandage sur des terres agricoles dans les conditions prévues aux articles 14, 15 et 16.

ARTICLE 13 – Tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines d'effluents non traités est interdit.

ARTICLE 14 – L'épandage des fumiers à moins de 100 m de toute habitation de tiers ou de tout local habituellement occupé par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, est suivi d'un enfouissement sous 24 heures.

ARTICLE 15 – Les effluents et les déjections solides de l'exploitation sont soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal, dans les conditions précisées ci-après.

Les apports azotés toutes origines confondues, organique et minérale, sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures. Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) : 350 kg/ha/an ;
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kg/ha/an ;
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

Dans les zones vulnérables définies au titre du décret n° 93.1038 du 27 août 1993, cette quantité maximale sera limitée à 210 kg/ha/an au 1^{er} janvier 1999 et 170 kg/ha/an au 1^{er} janvier 2003.

Les exploitants déclarent au préfet les modifications notables du plan d'épandage.

ARTICLE 16 – En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 500 mètres des piscicultures ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ;
- pendant les périodes de forte pluviosité ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées ;
- sur les terrains de forte pente ;
- par aéro-asperion au moyen de dispositifs qui génèrent des brouillards fins ;
- le samedi, le dimanche et les jours fériés.

Les éleveurs doivent respecter le calendrier d'épandage fixé dans le programme d'action de la zone vulnérable de Loir et Cher.

Un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Il comporte les informations suivantes :

- le bilan global de fertilisation azotée, réactualisé, le cas échéant, suivant les modifications d'assolement ;
- les dates d'épandage ;
- les volumes d'effluents et les quantités d'azote épandu, toutes origines confondues ;
- les parcelles réceptrices ;
- la nature des cultures ;
- le délai d'enfouissement ;
- le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

ARTICLE 17 – L'installation est maintenue en parfait état d'entretien.

Les locaux sont nettoyés et désinfectés en tant que de besoin, avec des produits agréés.

Les exploitants luttent contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Ils tiennent à la disposition de l'inspecteur des installations classées les plans de dératisation et désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

ARTICLE 18 – Les animaux morts sont enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

Ils sont stockés en attente de leur enlèvement dans une enceinte à température négative.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit.

ARTICLE 19 – Les installations électriques sont conformes à la norme C 15 100 relatives aux locaux humides et les installations au gaz sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les systèmes d'aération sont contrôlés et maintenus en parfait état de fonctionnement de façon à éviter tout incident de combustion de l'installation de chauffage et par conséquent l'accumulation de monoxyde de carbone.

ARTICLE 20 – Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir les risques d'incendie. L'établissement est pourvu de moyens de lutte contre l'incendie appropriés et définis en accord avec les services départementaux. Un poteau incendie est implanté en bordure d'une voie carrossable et à 300 m au plus du point le plus éloigné à défendre. Il doit être conforme à la norme NF 61.213 et être piqué sur une canalisation de 100 mm de diamètre au minimum offrant un débit minimal de 1000 l/mn sous une pression dynamique de 1 bar.

De plus un extincteur portatif de type homologué compatible avec les risques à défendre doit être disposé à chaque extrémité de tous les bâtiments en des endroits visibles et accessibles en toutes circonstances. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation.

ARTICLE 21 – Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

CHAPITRE IV

Prescriptions applicables au stockage de gaz combustible liquéfié

ARTICLE 22 –

- 1) Le dépôt de gaz combustible liquéfié, constitué de 5 réservoirs fixés au sol et situés en plein air, doit être d'accès facile et ne commander ni escalier ni dégagement.

Les réservoirs doivent être conformes aux prescriptions de la réglementation des appareils à pression de gaz et ils doivent être amarrés s'ils se trouvent sur un emplacement susceptible d'être inondé.

Un espace libre d'au moins 0,6 mètre de large doit être réservé autour de tout réservoir aérien.

- 2) Les réservoirs doivent être implantés de telle sorte qu'aucun point de leurs parois ne soit à moins de 5 mètres des limites des propriétés appartenant à des tiers.

En outre, les distances minimales d'éloignement suivantes doivent être respectées entre les orifices des soupapes ou les orifices de remplissage des réservoirs et différents emplacements.

EMPLACEMENTS	DISTANCES MINIMALES D'ELOIGNEMENT DANS LE CAS D'UN DEPOT DE CAPACITE COMPRISE ENTRE 5 ET 15 TONNES
1. Poste de distribution d'hydrocarbure liquide.....	7,5 m
2. Parois d'un réservoir d'hydrocarbure liquide.....	10 m
3. Ouvertures des bâtiments intérieurs à l'établissement autres que ceux utilisés exclusivement par le personnel d'exploitation.....	6 m
4. Ouverture des habitations, bureaux, ateliers extérieurs à l'établissement.....	7,5 m
5. Limite la plus proche des voies de communication routières, des chemins départementaux et des voies ferrées autres que celles de desserte de l'établissement.....	6 m
6. Etablissements recevant du public de la 1 ^{ère} à la 4 ^{ème} catégorie suivants : établissements hospitaliers ou de soins, établissements scolaires ou universitaires, crèches, colonies de vacances, établissements du culte et musées.....	15 m
7. Autres établissements de 1 ^{ère} à 4 ^{ème} catégorie.....	10 m

3)° Les réservoirs fixes doivent être équipés :

- d'un double clapet antiretour d'emplissage (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) ;
- d'un dispositif de contrôle du niveau maximal de remplissage ;
- d'un dispositif automatique de sécurité (par exemple d'un clapet antiretour ou limiteur de débit) sur les orifices de sortie pour l'utilisation en phases liquide et gazeuse. Ce dispositif doit être placé à l'intérieur du réservoir ou à l'extérieur à l'aval immédiat de la vanne d'arrêt à condition que celle-ci soit directement montée sur le réservoir ;
- d'une jauge de niveau en continu. Les niveaux à glace ou en matière plastique sont interdits.

Les orifices d'échappement des soupapes du réservoir doivent être munis d'un chapeau éjectable (ou d'un dispositif équivalent), le jet d'échappement des soupapes doit s'effectuer de bas en haut, sans rencontrer d'obstacle et notamment de saillie de toiture.

- 4) Les réservoirs doivent être mis à la terre par un conducteur dont la résistance doit être inférieure à 100 ohms. L'installation doit permettre le branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur avec les réservoirs.
- 5) Les réservoirs doivent être efficacement protégés contre la corrosion extérieure et leur peinture doit avoir un faible pouvoir absorbant ;
- 6) Le matériel électrique et les conducteurs électriques doivent répondre aux caractéristiques définies au point 7.

Les autres matériels électriques placés à moins de 5 mètres des orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes et des orifices non déportés de remplissage des réservoirs doivent être d'un type utilisable dans les atmosphères explosives et conformes au décret n° 78-779 du 17 juillet 1978.

- 7) Hors de la zone de protection définie au point 8, le matériel d'éclairage doit être d'un degré de protection au moins égal à IP 231 de la norme NF-C 20.010.

Dans la zone de protection définie au point 8, les matériels électriques doivent être d'un type utilisable dans les atmosphères explosives et conformes au décret n° 78-779 du 17 juillet 1978.

Les conducteurs électriques doivent être ceux prévus par la norme NF-C 15.100 pour les locaux présentant des dangers d'explosion.

- 8) Le stockage doit être isolé par une zone de protection telle que les réservoirs soient à une distance d'au moins 5 m en projection sur le plan horizontal :
 - des ouvertures des locaux occupés ou habités par des tiers ;
 - des limites des propriétés appartenant à des tiers ou de la voie publique ;

- des ouvertures de tout local contenant des feux nus ;
- de tout point bas ou pièges dans lesquels peuvent s'accumuler les vapeurs inflammables (ouverture de sous-sol, bouche d'égout non protégée par un siphon, etc...) ;
- de tout appareillage électrique non visé au point 7, ou de tout moteur à combustion interne, à l'exception de ceux des engins motorisés et véhicules routiers appelés à pénétrer dans le dépôt qui, lorsqu'ils sont d'un type non autorisé en atmosphère explosive, doivent suivre des conditions de circulation faisant l'objet d'une consigne établie par l'exploitant sous sa responsabilité.

Cette distance est portée à 6 m vis-à-vis de tout dépôt ou appareil distributeur de matières inflammables, combustibles ou comburantes (air comprimé exclu).

- 9) Les utilisateurs doivent avoir à leur disposition une notice fixant les règles de sécurité relatives à l'exploitation de son installation.
- 10) Les opérations de ravitaillement doivent être effectuées conformément aux dispositions prévues par le règlement pour le transport des matières dangereuses. Le véhicule ravitailleur doit se placer à au moins 3 mètres de la paroi du réservoir.
- 11) La remise en état de la protection extérieure (peinture ou revêtement) du réservoir fixe est à effectuer lorsque son état l'exige. Elle peut être faite sur place, sous réserve de respecter les conditions suivantes :
 - contrôle préalable de l'étanchéité du réservoir, des accessoires et des canalisations du poste ;
 - mis en place d'une liaison électrique équipotentielle entre le réservoir et le matériel pneumatique ou électrique d'intervention.
- 12) On doit pouvoir disposer à proximité du dépôt de moyens de lutte contre l'incendie en rapport avec l'importance et la nature de l'installation. Ces moyens doivent comporter au minimum pour les réservoirs :
 - 2 extincteurs à poudre homologués NF MIH 89 C ;
 - 1 poste d'eau équipé d'un tuyau et d'une lance dont le robinet de commande est d'un accès facile en toute circonstance ou 1 système d'arrosage du réservoir.
- 13) Il est interdit d'approcher avec du feu ou de fumer à proximité du stockage. Cette interdiction devra être signalée par des moyens appropriés.

Les exploitants doivent apposer à proximité du dépôt ou sur les réservoirs une plaquette portant le nom et le numéro de téléphone du distributeur et le numéro du centre de secours des sapeurs-pompiers.

- 14) Les réservoirs doivent être implantés au niveau du sol ou en superstructure.

Si le sol au voisinage du stockage présente une déclivité telle qu'en cas d'écoulement massif accidentel le gaz liquéfié puisse atteindre des propriétés appartenant à des tiers, des foyers ou pénétrer dans un égout, toutes dispositions doivent être prises pour y remédier.

Les réservoirs doivent reposer de façon stable par l'intermédiaire de berceaux, pieds ou supports construits en matériaux MO (incombustibles). Les fondations, si elles sont nécessaires, seront calculées pour supporter le poids du réservoir rempli d'eau. Une distance d'au moins 0,10 mètre doit être laissée libre sous la génératrice ou le pôle inférieurs du réservoir.

Les charpentes métalliques supportant un réservoir dont le point le plus bas est situé à plus de 1 mètre du sol ou d'un massif en béton doivent être protégées par au moins 5 centimètres de béton ou autres matériaux ignifugés d'efficacité équivalente. L'enrobage doit être appliqué sur toute la hauteur. Il ne doit cependant pas affecter les soudures de liaison entre le réservoir et la charpente qui le supporte ;

- 15) Afin d'interdire l'approche du stockage à toute personne étrangère au service, celui-ci doit comporter une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres, placée à 2 mètres des parois du réservoir.

Cette clôture doit comporter une porte s'ouvrant dans le sens de la sortie et fermée à clef en dehors des besoins du service.

- 16) Les abords du stockage doivent être entretenus en bon état de propreté de façon à éliminer tout déchet combustible.
L'emplacement du stockage doit en outre être soigneusement désherbé ; l'emploi de désherbant chloraté est interdit.

CHAPITRE V

Règles d'exploitation des ouvrages de prélèvement en eau souterraine

ARTICLE 23 – Les caractéristiques des prélèvements en eau souterraine sont :

1^{er} forage

- débit exploité maximum : 70 m³/h
- profondeur de l'ouvrage : 96 m

2^{ème} forage

- débit exploité maximum : 20 m³/h
- profondeur de l'ouvrage : 80 m

ARTICLE 24 – Une cimentation permet d'éviter les interférences des nappes et leur contamination.

La tête de puits est au-dessus du niveau des plus hautes eaux et en tout état de cause au moins 50 cm au-dessus du terrain naturel.

Une dalle d'au moins 3 m² dont la pente est tournée vers l'extérieur protège les ouvrages des eaux de ruissellement.

En cas de non équipement, les forages sont fermés par un capot étanche cadenassé.

ARTICLE 25 – Un dispositif de comptage prévu par la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau doit être mis en place. Un registre de prélèvement est tenu conformément aux dispositions du décret n° 73-219 du 23 février 1973 (articles 6, 8 et 9).

CHAPITRE VI

Prescriptions générales

ARTICLE 26 – Les installations sont situées, installées et exploitées conformément au plan et au dossier joint à la demande de régularisation.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification notable de l'installation, de son mode d'utilisation, des effectifs d'animaux ou du plan d'épandage sont portées à la connaissance du préfet avant réalisation.

ARTICLE 27 – Si l'établissement change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration dans le mois qui suivra la prise en charge de l'exploitation.

Si les exploitations cessent d'être exploitées, le préfet devra en être informé dans le mois qui suivra cette cessation.

Le site des installations devra être remis dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976.

ARTICLE 28 – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976.

ARTICLE 29 – Les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 devront être déclarés sans délai à l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 30 – Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture. Une ampliation sera notifiée :

- aux pétitionnaires, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal ;
- à Monsieur le maire de Savigny sur Braye ;
- à Madame le directeur départemental de l'équipement ;

- à Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;
- à Madame le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;
- à Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;
- à Monsieur le directeur régional de l'environnement ;
- à l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 31 – En vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté sera déposée à la mairie de Savigny sur Braye et pourra être consultée ;
- un extrait énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'activité est soumise sera affiché à la mairie de Savigny sur Braye pendant une durée minimum d'un mois. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;
- un avis sera inséré au frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

ARTICLE 32 – En application de l'article 14 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 susvisée, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois par le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 33 – Le présent arrêté annule et remplace les récépissés de déclaration du 15 avril 1965, du 17 avril 1967, du 26 avril 1972 et du 2 février 1977.

ARTICLE 34 – Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le Sous Préfet de Vendôme, Monsieur le maire de Savigny sur Braye, Monsieur le directeur départemental des services vétérinaires, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

BLOIS, le 18 MARS 1998

LE PREFET,

POUR AMPLIATION
LE CHEF DE BUREAU



Annie CRASTES



Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

Yvon ALAIN

